

24 MARS 2004

A 3371.

SARL AAAF
Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 622.45 Euros
Siège Social : 90, rue du Docteur Roux 91390 MORSANG-SUR-ORGE
RCS EVRY B 434 877 650 (2001B00542)

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
du 29 décembre 2003**

L'an 2003,

Le 29 décembre 2003

A 20 h,

Les associés de la SARL AAAF, société à responsabilité limitée au capital de 7 622.45 Euros, divisé en 500 parts de 15,24 Euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 90, rue du Docteur Roux 91390 MORSANG-SUR-ORGE sur convocation de la gérance faite par lettre recommandée en date du 15 décembre 2003 à chaque associé.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Alain LEFEBVRE, possédant 240 parts
Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN possédant 210 parts
Madame Catherine REMY épouse BENNEHARD possédant 50 parts.

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Alain LEFEBVRE, associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts, aucun gérant n'étant associé.

Monsieur Alain LEFEBVRE, gérant non associé est présent.

Le Gérant rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

nr

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Modification de la dénomination sociale,
- Démission de l'actuel Gérant
- Nomination d'un nouveau Gérant,
- Mise en conformité de la date de clôture de l'exercice social
- Modifications corrélatives des statuts
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Gérant dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Gérant déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Gérant déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Gérant met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide qu'à compter de ce jour, la dénomination sociale sera "A.A.A.F SARL" au lieu de AUDIOVISUELLE ALARME ACOUSTIQUE FRANCAISE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



DEUXIEME RESOLUTION : Modification de l'article 3 des statuts

L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Monsieur Alain LEFEBVRE, demeurant 6, avenue de la Charmille – 91390 –MORSANG-SUR-ORGE, propose sa démission, qui est acceptée, à compter du 1^{er} janvier 2004, de ses fonctions de gérant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Madame Janine BELIN, demeurant 20, rue Guy Mocquet 91390 MORSANG-SUR-ORGE, accepte, à compter du 1^{er} janvier 2004, sa nomination de gérant majoritaire en remplacement de Monsieur Alain LEFEBVRE, gérant démissionnaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'article 11 des statuts est modifié en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

La date de clôture de l'exercice social a été modifiée et corrigée d'une erreur initiale pour la mettre en conformité avec celle déclarée, soit le 31 mai.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'article 14 des statuts est modifié en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Gérant déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et le président de séance.

Alain LEFEBVRE
Gérant

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alain Lefebvre', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the right.

SARL AAAF
Société à responsabilité limitée au capital de 7 622.45 Euros
Siège social : 90, rue du Docteur Roux 91390 MORSANG-SUR-ORGE
RCS EVRY B 434 877 650 (2001B00542)

Les soussignés :

Monsieur Alain LEFEBVRE, demeurant 6, avenue de la Charmille – 91390 MORSANG-SUR-ORGE

Madame Janine LEFEBVRE, épouse BELIN, demeurant 20, rue Guy Mocquet – 91390 MORSANG-SUR-ORGE

Madame Catherine REMY, épouse BENNEHARD, demeurant 5, allée du Destrier – 91000 LISSES

agissant en qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée AAAF SARL au capital de 7 622.45 Euros, dont le siège social est 90, rue du Docteur Roux – 91390 – MORSANG-SUR-ORGE et dont les statuts ont été établis par acte sous seing privé en date du 1^{er} février 2001

nomment Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN aux fonctions de gérant de la Société, à partir du 1^{er} janvier 2004, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Alain LEFEBVRE.

Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et la représenter à l'égard des tiers.

Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN accepte les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappée d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois
Le 1^{er} janvier 2004



A.A.A.F. SARL
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622.45 Euros
Siège social : 90, rue du Docteur Roux
91390 MORSANG-SUR-ORGE

STATUTS
ACTE CONSTITUTIF du 22 février 2002

MODIFIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 décembre 2003

Les soussignés :

Monsieur Alain LEFEBVRE,
demeurant 6, avenue de la Charmille – 91390 MORSANG-SUR-ORGE
né le 17/11/1951 à SEMUR-EN-AUXOIS (21)
de nationalité française,

Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN
demeurant 20, rue Guy Mocquet 91390 MORSANG-SUR-ORGE
née le 24/09/1938 à SEMUR-EN-AUXOIS (21)
de nationalité Française
mariée sous le régime de la communauté légale le 9 août 1958 à LA-ROCHE-EN-BRENIL (21)

Madame Catherine REMY épouse BENNEHARD
demeurant 5, allée du Destrier 91000 LISSES
née le 31 octobre 1963 à PARIS (14^{ème})
de nationalité française
mariée sous le régime de la séparation de biens,

Ont adopté entre eux la nouvelle forme des statuts définis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La vente, la location et l'installation de tous types de matériels électriques et électroniques incluant entre autres la vidéosurveillance et les systèmes d'alarme,
- De créer, acquérir, exploiter sous toutes ses formes tous fonds de commerce et exercer toutes activités commerciales en relation avec l'objet social,
- De participer à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible d'y concourir, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports en fusions, ou sociétés en participation

Et, plus généralement, d'effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus décrit ou susceptible d'en favoriser l'extension ou le développement y compris mais sans limitation, l'acquisition, la détention, l'obtention et l'exploitation, sous quelque forme que ce soit, de licences, de brevets, de marques et de tous autres droits relevant de la propriété intellectuelle.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations
pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

u

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale SARL AUDIVISUELLE ALARME ACOUSTIQUE FRANCAISE a été remplacée par A.A.A.F. SARL.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 90, rue du Docteur Roux, 91390 MORSANG-SUR-ORGE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté en numéraire à la création de la société le 15 février 2001 :

par Monsieur LEFEBVRE Alain, la somme de 3 658,77 Euros, (TROIS MILLE SIX CENT CINQUANTE HUIT EUROS ET SOIXANTE DIX SEPT CENTIMES D'EUROS)

par Madame Catherine BENNEHARD, la somme de 762, 25 Euros (SEPT CENT SOIXANTE DEUX EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES D'EUROS)

par Madame LEFEBVRE Janine épouse BELIN, la somme de 3 201,43 Euros (TROIS MILLE DEUX CENT UN EUROS ET QUARANTE TROIS CENTIMES D'EUROS)

Soit au total la somme de 7 622,45 Euros (SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS et QUARANTE CINQ CENTIMES D'EUROS), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la B.N.P. PARIBAS – Agence de Savigny – 43, rue Henri Dunant – 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.



ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 7 622.45 Euros (SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES).

Il est divisé en 500 parts sociales de 15,24 Euros chacune, entièrement libérées.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Alain LEFEBVRE :
 - **240 parts** sociales numérotées de 1 à 240
- Madame Catherine REMI épouse BENNEHARD :
 - **50 parts** sociales numérotées de 241 à 290 inclus
- Madame Janine LEFEBVRE épouse BELIN :
 - **210 parts** sociales numérotées de 291 à 500 inclus

Total égal au nombre de parts composant le capital social

500 parts sociales.

Les soussignés déclarent que les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.



Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci; même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le gérant peut recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Il peut démissionner de ses fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

Il peut démissionner de ses fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

Il est remplacé, sur décision de la collectivité des associés, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juin et se termine le 31 mai.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 14 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 15 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 16 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 17 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ



La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 19 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Alain LEFEBVRE et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité.

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à MORSANG-SUR-ORGE
Le 30 décembre 2003

En autant d'exemplaires
que requis par la loi

Certifier conforme à l'original

La Gérance

